

# L'humiliation n'est pas mesurable

**U**ne petite péripétie médiatique en dit parfois plus qu'un long débat politique. Je pense à l'anicroche presque burlesque qui a pimenté, mardi dernier, le 7/9 de France Inter. L'invité principal était Christophe Castaner, secrétaire d'État et porte-parole du gouvernement, venu parler de la future suppression des emplois aidés. Dès le début, ses propos ne sont déjà pas faciles à suivre car le bonhomme parle une langue de bois à la vitesse d'une mitrailleuse, sans reprendre son souffle. Mais tout bascule avec la partie interactive de l'émission, quand la parole est donnée aux auditeurs. L'un se dit interloqué d'avoir appris qu'à partir de 1 200 euros de retraites, les personnes âgées allaient devoir contribuer davantage, via la CSG. Ensuite une dame, au bord des larmes, explique que la suppression des emplois aidés venait de lui tomber dessus, la mettant irrémédiablement au chômage.

Dans les deux cas, la réponse de Castaner est si embrouillée, si paradoxale (« On ne supprime pas les emplois aidés, on les

**JEAN-CLAUDE  
GUILLEBAUD**



« Une nouvelle phobie se développe dans notre pays : la pauvrophobie. Par ce néologisme on désigne la haine toute crue, le mépris avoué pour les plus fragiles et les plus pauvres »

a augmentés avant de les réduire ») que personne n'est capable de la « décrypter », comme on dit. Ses interlocuteurs en studio – Nicolas Demorand, Bernard Guetta, Thomas Legrand et Léa Salamé – expliquent l'un après l'autre qu'ils n'y comprennent plus rien. Quant aux auditeurs, au bout du fil, leur silence tient probablement de l'effroi, ou d'un d'humiliation aggravée. Puis le porte-parole du gouvernement murmure, comme s'il s'adressait à lui-même : « Ah ! Je parle techno, bien sûr. » Cet aveu chuchoté ré-

sume à lui seul toute l'ambiguïté d'une politique, et ses limites. Quand les politiques trop « technos » évoquent les classes dites populaires, c'est avec une calculatrice à la main. Ils comptent au lieu de penser. Ils veulent gérer un pays comme on le fait d'une entreprise. Du coup, ils oublient que la « pauvreté » n'est pas seulement une question mathématique – « combien d'euros par mois ? » – mais tout autant, voire davantage, un problème de dignité, d'humiliation, de respect demandé.

Or, rappelons-nous qu'une nouvelle phobie se développe dans notre pays : la « xénophobie ». Par ce néologisme on désigne la haine toute crue, le mépris avoué pour les plus fragiles et les plus pauvres. Les bénévoles de plusieurs ONG d'entraide constatent un effritement progressif des valeurs de solidarité et d'hospitalité, effritement que l'afflux des migrants n'a fait qu'accroître mais qui préexistait. Quant au discours politicomédiatique dominant, il n'est pas étranger à cette glissade décomplexée vers le cynisme.

Mais qu'on ne s'y trompe pas : cette imbécillité sociale et morale n'est jamais que la dernière étape d'un processus en marche depuis plusieurs décennies. Si le monde a plus changé qu'au cours des deux siècles précédents, l'injustice sociale, elle, est toujours là. Et plus que jamais ! La société française s'est durcie, les inégalités s'y sont creusées, l'égoïsme des riches devient toujours plus arrogant. On les célèbre dans les médias, au lieu d'évoquer d'abord tous ceux qu'on a laissés au bord de la route et dont on a confisqué – ou même disqualifié – la parole.

On a pu constater la montée progressive d'un véritable « racisme social », fait de désintéret, de désengagement, d'indifférence molle. Depuis longtemps, les classes dites populaires ne se sentent pas seulement pénalisées mais abandonnées. L'un des pires aspects du nouveau « racisme », c'est donc ce qu'on pourrait appeler son ingénuité. Il se sent légitimé par l'invocation de prétendues fatalités que l'on convoque à tout bout de champ : la mondialisation, les contraintes extérieures, les lois du marché, etc. « On ne peut rien faire » : chacun connaît le refrain.

Il ouvre la voie à des ministres « techno », dont le sens politique reste à démontrer. Pour l'instant, son absence fait peur...

---